QUATORZIEME ANNEE. — N° 1918.
10 Centimes
ADRESSE PARIS (2e) : 142, Rue Montmartre
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS
TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-69
PUBLICITÉ ANNONCES
142, Rue Montmartre, 142

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Fondateur : JEAN JAURÈS

JEUDI 4 OCTOBRE 1917
10 Centimes
ABONNEMENTS
Seine (frais dans tous les Bureaux de Poste)

	1 an	6 mois	3 mois
Paris, Seine et Seine-et-Oise	25 fr.	13 fr.	7 fr.
Départements (Algérie et Tunisie)	27 »	14 »	7 50
Étranger (Colonies comprises)	35 »	18 »	9 50

Avant le Congrès de Bordeaux

On nous permettra de donner aujourd'hui dans la tribune « Avant le Congrès de Bordeaux » les deux documents qu'on va lire. L'un est le testament moral d'un socialiste au feu, d'un socialiste imprégné de l'esprit de Jaurès, d'un socialiste qui a scruté d'une âme sereine et d'une volonté claire les horizons que laisse devant nous la guerre maudite.

Trois ans de guerre ont certes lassé les corps, mais lorsque de telles âmes se révèlent à nous, comment pourrait-on hésiter dans la voie que le Parti socialiste a choisie et qu'il suivra sans défaillance, même si quelques-uns se sont laissé surprendre par le découragement. Je n'en dis pas davantage. Les yeux se mouilleront en lisant et la lettre du soldat socialiste Dessal et la lettre de sa mère.

N'eût été la guerre, ce noble jeune homme eût été lui-même un éducateur de notre jeunesse française, c'est une raison de plus pour regretter sa disparition. Mais si les yeux se mouillent en lisant ses dernières pensées, ce sera moins encore pour le pleurer que par reconnaissance pour l'expression si haute des sentiments socialistes devant qui la mort n'est rien.

A Mme Dessal, mère de notre camarade, courageuse dans le deuil comme ses fils furent nobles dans le combat, j'adresse ici l'assurance que, comme elle, nous sommes fiers d'avoir près de nous de tels souvenirs.

Pierre RENAUDEL.

Le Testament d'un Soldat Socialiste

LETTRE DE Mme DESSAL

Mme Dessal nous écrit en nous transmettant l'une des dernières lettres de son fils, Louis Dessal.

Treignac, le 18 septembre 1917.

Monsieur le député,

J'ai la douleur de vous apprendre la mort de mon fils, Louis Dessal, aspirant au 110e, ancien élève de Saint-Cloud, tombé au champ d'honneur le 16 avril dernier.

Mon pauvre enfant était si sincèrement attaché à votre Parti et aux idées socialiste (il est, d'ailleurs, inscrit au Parti socialiste de la Corrèze) qu'il me semble que j'aurais manqué à mon devoir de mère de vous laisser ignorer sa mort.

C'est lui qui nous avait appris à connaître et à aimer le socialisme et aussi le journal *l'Humanité* dont nous sommes et resterons (selon le vœu de notre fils) mon mari et moi, de fidèles abonnés.

Pendant sa trop courte carrière, mais surtout pendant les deux années qu'il passa à Saint-Cloud et d'où il sortit en juillet 1914 avec son diplôme de professeur, mon fils suivit régulièrement toutes les réunions socialistes. Il était aussi un fervent admirateur du grand Jaurès. C'est le second fils que nous perdons à la guerre ; le premier fut tué le 5 mai 1915. Deux fils qui faisaient notre joie et notre orgueil et dont nous avions le droit d'être fiers.

Je me permets, monsieur le député, de joindre à ma lettre une copie textuelle d'une lettre que notre fils nous écrivait le 6 avril, c'est-à-dire dix jours avant sa mort. Vous y devinerez, sous n'en douterons pas, le caractère loyal et les sentiments généreux de celui que nous pleurons. On dirait qu'il a voulu fixer toute sa pensée intime dans cette sorte de testament moral. Plusieurs personnes nous ont demandé cette lettre pour la publier, mais nous n'avons pas voulu la livrer avant d'avoir pris avis et conseil du directeur politique du journal de son Parti.

Veuillez agréer, monsieur le député, l'assurance de ma haute considération.

Signé : Marie DESSAL,
à Treignac (Corrèze).

Voici la lettre de Louis Dessal :

Le 6 avril 1917.

Mes chers parents,

Le courrier de ce soir, un peu plus abondant que de coutume, m'apporte de vous une carte du 31 et une lettre du 1er avril. Six jours pour arriver jusqu'ici, c'est bien long. Et où serons-nous quand vous recevrez et lirez ces lignes ?

Je vous écris sous la tente. Nos grands marabouts blancs coniques se pressent dans un bois touffu, qui nous protège assez bien des observateurs boches qui se promènent en ronronnant dans le ciel.

Voilà déjà quatre jours que nous passons ici. Aujourd'hui et hier, le triste temps des derniers jours a cessé et le soleil, déjà chaud, s'est montré. Les arbres bourgeonnent et l'on sent le printemps venir chaque matin à travers les chansons d'oiseaux.

Nos hommes, toujours ingénieux, ont déployé leurs talents pour s'installer au mieux et pour nous installer. Je dors sur une couchette faite de branches tressées, avec, pour matelas, une épaisse couche d'herbes sèches, qui fleure encore la résine des bois de sapins où elle a poussé.

Et je ne changerais pas, croyez-moi, par ces belles nuits de printemps, ce lit-là pour un lit de plumes. Le vent brait à travers les arbres de l'autre côté de la toile et nous berce. Au loin, le canon gronde, mais si loin, et la lune fait, en haut de la tente, un cône blanc, d'où descend une douce lumière.

Peu de travail. Je ne quitte guère mes sabots, d'où la paille dépasse comme de ceux de nos paysans.

En réalité, nous attendons. Je ne veux pas le moins du monde vous le cacher, nous serons à coup sûr de la prochaine fête. Et ceux d'entre nous qui n'ont rien vu — ils sont rares — vont assister à un beau tintamarre. Naturellement, il m'est interdit, et je me garderai bien de vous dire ce que nous allons faire et où. Sachez seulement que le régiment va avoir, dans la prochaine offensive, un morceau de choix et que mon bataillon est bien servi : nous aurons l'honneur d'entamer la danse.

Cela va, peut-être, vous sembler cruel, mais je suis heureux que cette heure sonne et serais navré de n'en pas être. Je n'ai pas le moindre « cafard » ni la moindre appréhension et vraiment je m'étonne parfois de me sentir ainsi. A vrai dire, cela est aussi le résultat de réflexions dont je veux vous dire quelques mots.

Au début de la guerre, je croyais fermement que le cataclysme était déchaîné par des appétits contraires, par de gros intérêts opposés. Et je ne voyais guère, de notre côté, avec l'Angleterre égoïste et stupide, qui se ménageait la Russie gouvernée par les tsars, l'Italie si louche, je ne voyais guère plus de droit, plus de grandeur et de justice que du côté ennemi. Et je connaissais trop aussi la vénalité de certains de nos gros financiers et le nationalisme de mauvais aloi de tous les crieurs de foire, les comédiens patriotes, camelots royalistes, etc.

Non, tout cela ne m'allait pas et s'il y a quelque chose de changé, j'ai la certitude que c'est moins par la volonté des gouvernements que par l'obscure pression des masses.

Mais voilà que depuis peu le conflit s'élargit, devient immense et en même temps se précise.

D'un mouvement admirable et irrésistible, la Russie rompt ses chaînes. Nous avons assez souffert obscurément, assez longtemps nous avons versé notre travail et notre vie au bénéfice de canailles qui nous trahissaient. La paix, la victoire, nous l'aurons peut-être, mais par nos mains. Et ils comprennent enfin, après avoir subi la plus grande saignée qu'ait vue le monde, ils comprennent enfin qu'eux seuls peuvent vouloir leur bien, que seuls ceux qui travaillent et ceux qui souffrent et ceux qui meurent peuvent sincèrement essayer d'adoucir leur labeur, de diminuer leurs souffrances, de faire cesser l'œuvre de mort.

Ah ! il y aura, sans doute, bien des tiraillements, bien des mesquineries, bien des hésitations. Mais le plus gros est fait et le Comité exécutif de Pétrograd marche sur les traces glorieuses de notre Convention.

Et cependant, l'agitation sympathique continue pour nous dans le monde entier. La grande démocratie chinoise, encore toute engourdie et maladroite, fait ce geste platonique et superbe : elle rompt toutes relations avec l'Allemagne. Enfin, et par-dessus tout, voici Wilson et l'Amérique. Celui-là, rappelez-vous son message, qui remua si profondément les consciences. Sa voix de nouveau s'élève. Une telle hauteur, une telle pureté règne dans ses paroles, que nul ne peut douter de sa sincérité. C'est bien une grande conscience qui se fait entendre. Et, sans hâte, comme sans réserve, il prend place à nos côtés. Vraiment, il faut que le ressort moral de nos hommes soit bien usé, bien défendu pour que de tels actes les remuent si peu. Aussi bien, ils ont toutes les excuses : ils ont trop souffert. Mais cela devrait fouetter le sang des civils.

Eh quoi ! ils assistent aux événements les plus considérables qui aient jamais agité le monde. Chaque jour, de nouvelles forces jaillissent, de nouveaux horizons se découvrent. Et ils se plaignent de manquer de charbon et d'avoir des cartes !

Sans doute, il faut faire un gros effort et se désintéresser un peu de soi-même et de ses habitudes et de ses affections. Mais il ne faut pas bouder à l'effort universel.

Pour moi, je suis heureux de vivre cette heure. La révolution lente ou violente que j'avais souhaitée s'accomplit. Par la guerre, sous l'effort tenace des masses, les monarchies tombent, les réformes jaillissent et l'événement prochain de l'universelle démocratie pacifique et internationale n'est plus une chimère, elle se réalise chaque soir. Le dernier obstacle, l'obstacle suprême, qui se retranche, qui s'obstine, c'est l'Allemagne forteresse. Mais nous l'aurons. Dussions-nous passer encore un hiver, souffrir encore, nous abattrons le dernier empereur de la dernière monarchie et nous ferons la paix, la vraie, la seule, la nôtre.

Et je compte fermement d'ailleurs qu'une partie de l'Allemagne, celle qui se tait, celle qui souffre, qui commence à douter, mais qui n'a pas encore renié, je compte que ceux-là viendront au-devant de nous et faciliteront notre œuvre.

Voilà, voilà pourquoi bientôt, dans dix jours, dans un mois, quand on voudra, je ne rechignerai pas à la besogne et j'irai à la bataille de grand cœur. Je serais heureux que vous partagiez mes pensées. Je voudrais surtout que Marcel (Il s'adresse à son jeune frère Marcel, le seul qu'il nous reste.) s'en imprégnât.

Il ne faut pas vivre pour soi. C'est mal, ni seulement pour sa famille, ce n'est pas assez.

Il faut vivre pour un idéal, pour des idées. Des idées à soi, qu'on a pesées, mûries. Si tu es savant, choisis le *vrai* ; si tu es artiste, choisis le *beau* ; si tu n'es ni l'un ni l'autre, fais comme moi, choisis le *bien*.

J'avais rêvé que le bonheur des hommes ne se pouvait réaliser que par l'universelle démocratie, c'est-à-dire par le gouvernement des peuples par eux-mêmes. Non, pas qu'un homme en particulier, ou une famille ne puisse pas être heureux dans un autre gouvernement. Mais il me semblait, et je le crois encore plus profondément aujourd'hui, il me semblait que la démocratie est une condition indispensable *sine qua non* de l'établissement dans le monde d'un peu d'harmonie et de justice.

Tu as lu le livre de Barbusse : le *Feu*. J'en sais depuis longtemps par cœur plusieurs passages. Tu es encore bien jeune pour tout comprendre. Mais il faut conserver ce livre et le relire souvent et le méditer. Tu le comprendras mieux chaque jour. Par lui tu sauras, plus tard, quand la guerre ne sera plus qu'un souvenir atroce — je souhaite que ce soit le plus tôt possible — par lui, tu sauras toutes nos misères et l'incroyable somme de souffrances qu'un fantassin français a supportées pendant cette guerre. Et c'est précisément cette misère quotidienne que nous acceptons, qui donne du prix à notre sacrifice. Et comme le dit Barbusse, tout cela, toute cette boue, toutes ces plaies, tout ce sang ce ne serait rien si, enfin, les trente millions d'esclaves comprenaient que leur malheur ou leur bonheur est entre leurs mains et qu'ils n'ont qu'à vouloir.

. . . . . .

Tu mesureras à l'étendue du sacrifice que font pour elles ceux qui meurent, la valeur de ces mots : « Egalité, Justice, Démocratie ».

Croyez bien, d'ailleurs, que je ne suis pas le moins du monde ce qu'on pourrait appeler « emballé ». Non, je ne serais pas le fils de mon père si je n'étais pas prudent, calme et de sang-froid. Si je me trouve un peu agité, dans le fond j'en fais mon affaire, il n'y paraîtra pas. Inutile de vous dire, je pense, que mes hommes ont assez de confiance en moi pour que je sois sûr d'eux. D'autre part, je puis bien vous avouer que la compagnie a su trouver le bon morceau et que normalement tout doit se passer le mieux du monde. Croyez bien que je n'en doute pas. Quand à une date, je ne sais rien. En tout cas, nous avons, à coup sûr, quinze jours devant nous.

Ce matin, je vous ai expédié, avec le colis promis à Marcel, un mandat, un peu d'argent qui me gênait ; il est probable que je vous en enverrai d'autres. Dans tous les cas, je tâcherai de vous écrire le plus souvent possible. Mais, je vous en prie, ayez assez de confiance en moi pour ne pas vous laisser aller à la tristesse et au découragement, et si je ne puis vous écrire chaque jour, faites-moi un peu crédit.

Je me découvre énormément plus bavard que de coutume. Mais il fait bon ce soir, je suis bien installé, mes compagnons dorment et je ne m'ennuie pas avec vous. Vous non plus, n'est-ce pas ?

A tous mes meilleurs baisers.

Signé : LOUIS.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain la suite de notre feuilleton.

LES MAINS DE DIEU

de HAN RYNER

La Conférence de Petrograd

ELLE S'EST PRONONCÉE POUR la coalition avec les éléments bourgeois

Pétrograd, 1er octobre. (Retardée en transmission.) — Au cours de la séance de l'après-midi, à la Conférence démocratique, les délégués des diverses organisations ont exposé, en termes généraux, la question de la constitution d'un pouvoir gouvernemental. Tout en se prononçant tantôt pour, tantôt contre la coalition des éléments bourgeois, la plupart des orateurs ont surtout exposé avec détails leurs vœux et leurs revendications professionnelles dont ils estiment la réalisation nécessaire pour atténuer la grande crise économique et politique dans laquelle se débat le pays. — (*Havas.*)

Pétrograd, 1er octobre. — (*Retardée en transmission.*) — La liste des orateurs étant épuisée, le président Tcheidze fait connaître que l'assemblée aura à voter d'abord sur une formule pour ou contre la coalition avec les éléments bourgeois. Dans le premier cas, elle aura à voter ensuite sur deux autres formules, la première relative à la coalition avec le parti des cadets, la seconde relative à la coalition seulement avec les hommes d'affaires du parti des cadets.

La Conférence décide, par 660 voix contre 574, que le vote aura lieu par appel nominal. — (*Havas.*)

Le vote

Pétrograd, 2 octobre. — La Conférence démocratique s'est prononcée, par 766 voix contre 688, pour la coalition avec les éléments bourgeois. — (*Havas.*)

Projet d'un Parlement provisoire

Pétrograd, 2 octobre. — La Conférence démocratique continue à tenir ses séances.

Une question fort importante, qui a fait l'objet des dernières discussions, est celle de la formation d'un Parlement provisoire devant lequel le gouvernement serait responsable, en attendant les élections et la réunion de l'Assemblée Constituante.

Les défenseurs de ce projet font valoir les dangers d'une situation politique dans laquelle le gouvernement provisoire continuerait à être entièrement irresponsable. Si un Parlement provisoire était constitué avec le concours des Soviets et un certain nombre de personnalités du commerce, de l'industrie et des fonctions libérales, il pourrait faire figure d'assemblée, légitérer momentanément et donner au gouvernement les conseils ou le soutien qui lui sont nécessaires.

Les socialistes révolutionnaires se montrent assez divisés sur cette question. Quant aux bolcheviks, ils s'obstinent dans leur prétention de donner tout le pouvoir aux Soviets. — (*Radio.*)

LES SOCIALISTES IMPÉRIAUX chassent Kautsky de la direction de la « Neue Zeit »

Frontière suisse, 3 octobre. — (*D'un correspondant particulier.*) — Le Comité directeur du vieux Parti socialdémocrate vient de chasser Kautsky de la direction de la *Neue Zeit*. Il l'y a remplacé par Cunow, qui défend depuis le commencement de la guerre la nécessité de l'impérialisme.

Le Comité directeur a même empêché Kautsky de publier un article d'adieu dans la *Neue Zeit*, qu'il dirigeait depuis trente-cinq ans. — HOMO.

Interrogé, Bolo-Pacha proteste de son innocence

M. CHARLES HUMBERT EXPLIQUE SES RELATIONS AVEC BOLO

Le capitaine Bouchardon a procédé hier à l'interrogatoire de Bolo, à l'infirmerie de Fresnes. Fatigué, le pacha a très peu parlé — un quart d'heure — il s'est borné à accuser M. le premier président Monier d'une part, M. Charles Humbert d'autre part. Ce n'est là, paraît-il, que le commencement de ses révélations, un simple échantillon. Plus tard, lorsqu'il sera guéri il promet d'en raconter bien d'autres.

20e LIGNES CENSURÉES

A une heure du matin, la censure nous interdit formellement la publication de deux lettres remises par Me Bonzon au rapporteur, ainsi que du texte du cablogramme venu de New-York et qui a provoqué l'arrestation de Bolo-pacha.

CE QUE DIT LE SÉNATEUR DE LA MEUSE

Dans le numéro du *Journal*, qui paraît ce matin, M. Charles Humbert, sous le titre : *Pourquoi j'ai eu besoin de l'argent de Bolo*, publie un article de trois colonnes, dans lequel il retrace en détail les tractations qui eurent lieu en 1915 entre MM. Letellier, Desouches, Pierre Lenoir et lui pour l'acquisition du *Journal*.

M. Charles Humbert, qui faisait partie de ce groupe d'acheteurs, crut tout d'abord que la somme de dix millions versés à M. Letellier, provenait de la fortune de M. Lenoir père. Lorsqu'il eut appris par la suite que cet argent n'avait pas cette provenance il réclama à MM. Desouches et Lenoir des garanties et des engagements concernant sa situation dans la maison. Ultérieurement, il acquit la preuve que ses co-associés songeaient à l'évincer. C'est alors que pour rester seul maître de la direction et de l'administration du *Journal*, le sénateur de la Meuse se rendit acquéreur de la majorité des actions pour lesquelles il devait payer la somme de cinq millions cinq cent mille francs.

Cette somme ne devait pas être, tout d'abord, versée comptant, mais sous le prétexte que M. Lenoir était pourvu d'un conseil judiciaire on allait faire demander la nullité de la vente et sommer M. Humbert de verser le montant total des actions dont il s'était rendu acquéreur.

C'est en prévision de cette obligation que le sénateur de la Meuse fut amené à rechercher un concours pécuniaire. C'est à ce moment que se place l'intervention de Bolo, dont le concours, dit-il, « ne se réclamait pas seulement des plus hautes références, mais s'offrait encore dans les conditions les plus acceptables ».

Seul, écrit M. Humbert, le nouveau venu consentait à être avec moi copropriétaire des titres, en m'en laissant la disposition exclusive dans tout ce qui concernait la gestion morale de l'entreprise. Des actions, dans une société anonyme, comportent le droit de toucher des dividendes et celui de voter aux assemblée générales. Je cédais à Bolo la première prérogative ; je me réservais la seconde. Voilà tout mon conrat.

M. Humbert explique ainsi pourquoi il a eu besoin des millions de Bolo :

J'en ai eu besoin parce que le *Journal* avait été vendu, parce que l'unique souci de ses acheteurs avait été de me fermer la bouche, et parce que j'ai dû, pour me maintenir et continuer mon œuvre, payer précipitamment la valeur des actions représentant, comme disent les Américains, le « contrôle » de l'affaire.

Quel usage a-t-il fait de cet argent ?

Aucun personnellement, ni pour moi ni pour le *Journal*. Pas un centime de cette somme énorme n'est entré dans la caisse du *Journal* : entreprise commerciale en parfait équilibre, celui-ci n'a besoin ni de subventions ni de ressources autres que celles de sa publicité et de sa vente au numéro. Les fonds de Bolo ont servi d'abord à rembourser à mon compte à la banque Morgan le premier versement d'un million que j'avais fait, de mes deniers personnels, à la famille Lenoir ; pour le surplus, quatre millions et demi, ils sont passés directement des coffres des banques parisiennes où ils avaient été déposés dans ceux de Me Brunet, avoué et conseil judiciaire de M. Pierre Lenoir.

Quant aux onze cents actions, objet de la transaction, elles sont restées dans le coffre du Crédit Lyonnais, où je les avais fait déposer à mon nom, qu'elles n'ont jamais quitté, et d'où je jure qu'aucune influence ne les fera sortir, tant que durera la guerre.

BOLO ET LA PRESSE

Le *Rappel* avait été désigné comme ayant reçu une subvention de Bolo. Hier il a présenté à ce sujet les explications suivantes :

Le *Rappel* était, jusqu'au 11 mai 1917, la propriété d'une société anonyme, au capital de 800.000 francs (statuts déposés chez Me Cottenet, notaire à Paris), actuellement en liquidation. Cette société ayant décidé, le 10 avril 1915, une augmentation de capital de 300.000 francs, Paul Bolo s'offrit à souscrire 1500 actions de 100 francs. Avant d'accepter cette souscription, le conseil d'administration eut le scrupule et la précaution de se renseigner de la façon la plus minutieuse sur la personnalité du nouveau souscripteur. Il savait que Paul Bolo avait comme garants une des sommités les plus considérables et les plus respectées du monde judiciaire. Bien plus, il prit soin de s'adresser, en outre, aux autorités gouvernementales et administratives les plus qualifiées pour savoir si un grief ou même une réserve pouvaient être formulées contre Paul Bolo. Les renseignements reçus furent formels, et unanimement favorables. Ayant pris toutes les précautions imaginables — qui dépassent de beaucoup toutes celles en usage dans la constitution des sociétés anonymes — le conseil d'administration accepta la souscription de Paul Bolo. Son bulletin de souscription est daté du 17 avril 1915. Jamais, dans aucune circonstance, ni directement, ni indirectement, Paul Bolo ne tenta de s'immiscer dans l'administration, ni dans la rédaction du *Rappel*.

Bolo essaya-t-il, également, de s'introduire à *l'Information* ? Il est hasardeux de l'affirmer, néanmoins, M. Chavenon, directeur de *l'Information*, raconte qu'au début de l'année 1915, un financier, disant agir pour le compte de capitalistes, demanda à acheter des actions de ce journal. La hâte que mettait ce financier à conclure l'affaire mit en défiance notre confrère qui déclina l'offre. « Mais, ajoute M. Chavenon, rien ne me permet de dire que cette proposition eut un lien quelconque avec l'affaire Bolo-Cavallini ».

Le Congrès National DE BORDEAUX

Le Congrès national tiendra ses assises à Bordeaux, les 6, 7, 8 et 9 octobre prochain, dans la salle de l'Alhambra.

La salle de l'Alhambra est située rue d'Alzon, à l'angle de la rue Judaïque, dans le prolongement direct du cours de l'Intendance.

Il est rappelé que la première séance s'ouvrira samedi 6 octobre, à 10 heures du matin. De 9 heures à 10 heures et au même local, il sera procédé à la délivrance des cartes contre remise des mandats provisoires.

Les délégués peuvent dès maintenant obtenir des indications précises sur les conditions de logement et de séjour à Bordeaux en s'adressant soit au citoyen Misseque, 24, cours Saint-Jean, Bordeaux, soit au citoyen Léon Baylet, 2, rue Buhan, Bordeaux.

Une permanence sera organisée dès vendredi matin pour la réception des délégués au siège de la section bordelaise, 2, cours Saint-Jean.

Le Secrétaire : Louis DUBREUILH.

L'erreur de Zimmerwald-Kienthal

Par S. GRUMBACH (Homo)

En vente à la Librairie de l'*Humanité*, l'exemplaire franco : 2 fr. 50.

EN POLOGNE

Le conseil de régence

Berne, 3 octobre. — Les trois membres du conseil de régence polonais sont définitivement nommés. Ce sont, comme on l'avait prévu, l'archevêque de Varsovie, Kakovski, l'ancien président du comité des citoyens de Varsovie, prince Lubomirski, et le grand propriétaire foncier, Joseph Ostrowski, ancien chef du parti des réalistes.

Tous trois ont accepté leur nomination et signé la déclaration de fidélité exigée par les puissances centrales. — (*L'Information.*)

LA RÉPONSE au QUESTIONNAIRE de STOCKHOLM

Rappelons que pour avoir le texte exact de cette Réponse, il faut se procurer la brochure éditée par le Parti :

L'exemplaire franco, 0,15 ; *les dix*, 1,30 ; *les cinquante*, 6 *francs* ; *le cent*, 11 *fr.* 50.

Les cinq cents, 53 *francs* ; *le mille*, 106 *francs.*

*S'adresser au service de Librairie de l'*Humanité, 142, *rue Montmartre, Paris.*

NOTES UNE « IDÉE »

On rappelait récemment dans un journal quelques-unes des « inventions » dont l'emploi contre l'ennemi fut proposé en 70-71. Il y en a de bien cocasses, et qui, empruntent leur drôlerie surtout au sérieux avec lequel elles étaient présentées.

Dans quelle catégorie ranger l' « idée » que j'ai entendu exposer l'autre jour en quelque café ?

— Moi, disait cet inventeur, voilà ce que je voudrais qu'on fît... On devrait imiter les billets de banque allemands. C'est difficile, mais on le peut assurément. Quand on aurait enfin une bonne imitation, bien au point, on en tournerait « pour des centaines, et des centaines de milliers de marks...

— Et puis ?

— Et puis ?... De ces billets faux on en ferait des ballots qu'on confierait à nos aviateurs. Leur mauraient plus qu'à s'en aller, de nuit, en arroser tranquillement les lignes allemandes, les villes et les campagnes....

— Je ne comprends pas ce que...

— Vous ne comprenez donc rien ?... Vous ne comprenez donc pas que ces milliers de faux billets entreraient immédiatement dans la circulation et qu'ils la fausseraient complètement ? Car bien entendu, pareil fait ne pourrait pas demeurer secret. Nous-mêmes nous le répéterions. L'Allemagne entière se verrait infestée de mauvais papier, la méfiance pénétrerait partout et chez tous, chacun s'imaginant avoir de faux billets.... Les faux billets tueraient les vrais, et ce serait, en quelques jours, l'affolement, des troubles graves, et l'effondrement économique. L'Allemagne qui n'a plus le sou ne vit que sur sa circulation fiduciaire. Supprimez la valeur de son papier à l'intérieur, il ne lui reste rien...

L'interlocuteur de l'homme à l'idée lui fit bien quelques objections, mais l'autre en triomphia facilement. Je pensais alors à cette remarque qui est, je crois, de Villiers : « qu'un fou ne saurait être égalé sur le point où il déraisonne ». Mais cet inventeur était-il si fou ? — Victor SNELL.

Les Dons généreux DE la Croix-Rouge américaine

Le président du conseil municipal de Paris vient de recevoir de M. Beatty, directeur général de l'American Red Cross (Croix-Rouge américaine) un chèque de deux cent soixante-six mille six cent soixante-sept francs, destinés à être répartis, d'accord avec M. le préfet de la Seine, entre les familles les plus éprouvées des officiers et soldats domiciliés à Paris.

Le président du conseil général de la Seine a reçu, d'autre part, un chèque de cent trente-trois mille trois cent trente-trois francs, destinés à être distribués dans les mêmes conditions aux familles domiciliées dans les communes de la banlieue.

M. Poiry, vice-président du conseil municipal, remplaçant M. le président Mithouard souffrant, et le citoyen Deslandres, président du conseil général, ont immédiatement exprimé à M. Beatty les remerciements chaleureux de la ville et du département pour cette magnifique libéralité.

La fin tragique de l' « As des As »

LE CAPITAINE GUYNEMER TOMBA près de Poelcapelle frappé à la tête

On nous communique la note suivante :

Aucun espoir n'est plus permis au sujet du capitaine Guynemer, disparu le 11 septembre dans la matinée.

D'après des renseignements transmis à la Croix-Rouge par la voie diplomatique, le célèbre aviateur a été tué d'une balle à la tête au nord du cimetière de Poelcapelle sur le front d'Ypres.

Une des ailes de son aéroplane était brisée. Le visage était intact et l'identification a été faite au moyen de la photographie qu'il portait dans son portefeuille sur le carton de son brevet de pilote.

Il a été inhumé au cimetière de Poelcapelle avec les honneurs militaires.

Quelques détails

De son côté, le *Berliner Tageblatt* reproduit les détails suivants sur la mort du capitaine aviateur Guynemer :

Sur le front des Flandres, on vit le 11 septembre dernier, à une hauteur d'environ soixante-dix mètres, s'écraser un avion au nord-est du cimetière de Poelcapelle. Un sous-officier allemand s'empressa de porter aide, avec deux hommes, à l'avion qui gisait en miettes sur le sol. Le pilote, qui avait eu une balle dans la tête, fut bientôt reconnu comme étant l'aviateur Guynemer, ses papiers ayant révélé son identité.

Enfin les autres journaux allemands annoncent la mort de Guynemer en ces termes :

Le 11 septembre un avion français est tombé près de Poelcapelle d'une hauteur de 700 mètres environ, devant le cimetière.

Le sous-officier allemand B... se rendit aussitôt avec deux hommes sur le lieu de la catastrophe. Une des ailes du monoplan était brisée. Le sous-officier B... détacha de son siège le pilote, qui était mort. Il portait une plaie à la tête. Il avait une jambe et une épaule brisées. Néanmoins, son visage était reconnaissable. Il ressemblait à la photographie connue de Guynemer. Les papiers trouvés dans les vêtements du pilote étaient d'ailleurs au nom de Georges Guynemer.

DEUX LETTRES

Les quelques lignes que j'ai consacrées la semaine dernière à la Ligue républicaine de défense nationale « Droit et Liberté », m'ont valu deux lettres, l'une de M. Léopold Lacour, l'autre de Ferdinand Buisson. Je m'excuse près de mes correspondants de n'avoir pas encore publié ces deux documents, retenu que je me trouvais par le Congrès fédéral du Var.

M. Léopold Lacour me répond sur un point qui est de relative importance, l'absence des socialistes. Je regrette qu'on n'ait point réussi à me trouver au moment de la fondation de la Ligue. Avant de m'engager, je n'aurais pas manqué de poser la question que je posais l'autre jour et qui revient aujourd'hui sous ma plume : Comment la Ligue républicaine de Défense nationale comprend-elle la formule : restitutions, réparations, garanties. Si elle la comprend par exemple comme Ferdinand Buisson et la Ligue des Droits de l'Homme, c'est parfait. Si elle la comprend comme M. Barrès, c'est une autre affaire. — P. R.

Mardi 2 octobre 1917.

Monsieur le rédacteur en chef,

Dans l'*Humanité* de samedi dernier, vous avez écrit que les socialistes « paraissent exclus » de *Droit et Liberté, Ligue républicaine de défense nationale*.

S'il ne se trouve, en effet, dans nos Comités de patronage et d'action, aucun nom de « Socialiste-unifié », la faute n'en est point aux fondateurs de la ligue, mais bien à ceux des socialistes que nous avons sollicités — et à vous-même, monsieur Renaudel, que notre secrétaire générale, madame Harlor, et notre déléguée générale, madame Raspail, ont vainement essayé de voir, il y a trois ou quatre mois, tant à *l'Humanité* qu'à la Chambre.

Elles ont vu M. Cachin : s'en souvient-il ? Elles lui ont remis notre manifeste : l'a-t-il lu ? En tout cas, il ne leur a pas écrit.

Nous parions très vivement désirer que des représentants du parti socialiste voulussent bien nous apporter l'appui de leur patronage. Cet appui, je me permets de vous le demander à mon tour. Etes-vous disposé, pour votre parti, à nous donner votre nom pour un de nos comités ?

Je vous serais reconnaissant de faire paraître dans *l'Humanité* cette réponse à la partie de votre article où vous nous attribuez une pensée d'exclusion qui n'a jamais été la nôtre.

Avec nos remerciements anticipés, veuillez agréer, monsieur le député, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Léopold LACOUR.

Le 29 septembre 1917.

Cher citoyen Renaudel,

Votre article me surprend. Je n'avais pas lu celui de M. Barrès. Quel est l'objet de votre question ?

Des amis m'ont demandé, il y a six ou huit mois, lors de la réunion à la Sorbonne des délégués de toutes les sociétés si j'adhérerais à une « Ligue républicaine de défense nationale ». Ils m'ont dit que cette ligue prenait comme devise : « *Droit et Liberté* ». Je vois par son programme qu'en effet elle veut le « triomphe du droit des peuples » et qu'elle y met « pour conditions essentielles les *réparations, les restitutions, les garanties. RECLAMÉES PAR TOUS LES GOUVERNEMENTS DE L'ENTENTE* ». Comment n'accepterais-je pas ces trois mots, le dernier surtout expliqué naguère encore par les déclarations si nettes de M. Ribot ? Peut-on concevoir quelque chose de plus clair que ce commentaire et, que tordre du jour de la Chambre, qui « éloignée de toute pensée de conquêtes » répudie toute annexion contre la volonté des populations ?

Vous paraissez croire que certains traduiraient aujourd'hui ce mot *garanties* par l'annexion de la Rive gauche du Rhin. S'il y a doute, hâtons-nous de le dissiper. Je vais demander à M. Barrès de poser avec moi la question au président. Il ne faut pas qu'il y ait de surprise ni d'un côté ni de l'autre. Si quelqu'un a pu de bonne foi croire que cette Ligue, malgré les mots que je viens de rappeler, est faite pour soutenir la campagne en faveur de cette annexion, tous ceux qui comme moi y sont absolument opposés n'ont qu'à se retirer. C'est une question de franchise.

Croyez, cher citoyen, à tous mes meilleurs sentiments.

F. BUISSON.

Mardi 2 octobre 1917.